



DISPARITION

Clément Mouamba sera inhumé aujourd'hui à Sibiti

Décédé à l'âge de 78 ans, le 29 octobre dernier à Paris en France, l'ancien Premier ministre, Clément Mouamba, sera porté en terre ce mercredi 26 janvier à Sibiti, dans le département de la Lékoumou. Peu avant son inhumation, les corps constitués nationaux et étrangers à la tête desquels se

trouvait le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lui ont rendu un dernier hommage hier au Palais des congrès à Brazzaville. La dépouille de l'illustre disparu a foulé le sol congolais le 24 janvier.

Page 16



Le couple présidentiel rendant un dernier hommage à Clément Mouamba

OWANDO

Vers la réglementation de la profession de conducteur de moto-taxi



En raison du manque de taxis ordinaires, les motos-taxis s'imposent comme l'unique moyen de mobilité dans la commune d'Owando, chef-lieu du département de la Cuvette. La mairie de la ville veut organiser la profession pour ne pas laisser échapper les opportunités

Un taxi-moto en circulation dans la ville d'Adiac d'emplois et mettre un terme à l'anarchie qui commençait à s'y installer. « Je veux organiser la profession de moto-taxi. C'est ainsi que j'ai institué des gilets numérotés avec un fichier pour que la police et la gendarmerie puissent mieux les identifier », a indiqué le maire d'Owando, Michel Elenga Ekobo. [Page 4](#)

BURKINA FASO

Le coup d'Etat militaire condamné par la communauté internationale

Le coup d'Etat militaire qui a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, au Burkina Faso, a été largement condamné par la communauté internationale mardi, les Etats ouest-africains annonçant la tenue d'un sommet extraordinaire dans les prochains jours.

Page 8

CFCO

Déraillement d'un train de marchandises au quartier Ngamoukassa

Un train de marchandises du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) en provenance de Pointe-Noire a déraillé hier à la suite d'un glissement de terrain, au quartier Ngamoukassa, proche du PK Mfilou, dans le 7^e arrondissement de Brazzaville. Jusqu'au moment où nous mettions sous presse le bilan officiel de l'accident ferroviaire n'était pas encore connu.



SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

Validation du plan de gestion des déchets biomédicaux

Les experts sanitaires et environnementaux se réunissent du 25 au 26 janvier, à Brazzaville, pour valider le plan de gestion des déchets biomédicaux du projet de riposte d'urgence à la covid-19. Les déchets engendrés par les activités de soins réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet peuvent causer des conséquences néfastes sur la santé et l'environnement.

Page 6



EDITORIAL

Nul ne peut tolérer...

Page 2

ÉDITORIAL

Nul ne peut tolérer...

Dans leur adresse du 21 janvier, les plus hautes autorités judiciaires de la nation ont appelé l'ensemble de la profession à une prise de conscience collective salutaire. Greffiers, avocats, magistrats, toutes les composantes de ce qui constitue la justice congolaise étaient concernées. Et quel message !

Evoquant des conduites en usage dans la profession contraires aux valeurs de la justice qui reposent, comme chaque citoyen est en droit de l'attendre, sur des principes de respect, d'équité, d'intégrité, sans même parler de présomption d'innocence, ils ont signifié sans ambages et avec une force peu commune, que la nation ne pouvait tolérer le moindre écart au risque de mettre à mal tout le système judiciaire du pays.

Une réponse en quelque sorte au discours formulé par le président lui-même lors de son adresse à la nation le 28 décembre dernier devant le Parlement réuni en congrès, qui n'a pas hésité à utiliser un langage direct pour ne pas dire ferme dans ce que l'on peut considérer comme une injonction : « Nul ne peut tolérer ces atteintes nocives qui affectent notre système juridique... ». Des pratiques que le chef de l'Etat n'a pas hésité à qualifier de contraires à l'éthique.

Nulle tolérance... L'alerte est on ne peut plus claire. Elle pose le postulat que les antivaleurs existent bel et bien dans notre système judiciaire. Ce qu'ont reconnu successivement le premier président de la Cour suprême et le procureur général dans un mea culpa empreint de gravité.

L'aveu est méritoire, le mal semble profond, la réponse d'autant plus implacable. Une nation de droit ne peut accepter des dévoiements de la part d'individus, quels qu'ils soient, de surcroît d'une profession assermentée. Non seulement les antivaleurs sont avérées mais elles perdurent malgré les rappels à l'ordre et les réprimandes prononcées. Ce sont donc ces défaillances que devra désormais prévenir l'administration judiciaire pour en répondre devant la plus haute autorité du pays.

Une grande partie de la solution est à chercher dans le combat de ces fléaux que sont l'insubordination, l'absentéisme, la désinvolture. Les mots ont été lâchés. A l'administration concernée maintenant de faire régner l'ordre. Sans faux semblants, avec en ligne de mire le respect des règles, la probité et l'éthique. Derrière, nous le savons tous, c'est bien de loyauté qu'il s'agit.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le Congo doté d'une loi portant prévention et lutte contre les infractions assimilées

Adopté le 24 janvier par le Sénat et l'Assemblée nationale, le projet de loi portant prévention et lutte contre les infractions assimilées vise à doter la République du Congo d'un arsenal juridique performant en la matière.



Le Congo est signataire de plusieurs instruments juridiques internationaux, dont la Convention des Nations unies contre la corruption de décembre 2003, la Convention de l'Union africaine de juillet 2003 sur la prévention et la lutte contre la corruption. Il est également signataire des six directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) relatives à l'harmonisation et la gouvernance dans les finances publiques, ainsi que le Règlement de la Cémac du 11 avril 2016, portant prévention et répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme et de la prolifération des armes légères en Afrique centrale.

Au plan national, le pays a pris plusieurs lois et règlements en vigueur, dont le dispositif de répression de la corruption par l'adoption de la loi n°5-2009 du 22 septembre 2009 sur la concussion, la fraude et les infractions assimilées. Selon l'exécutif, après une décennie d'application, cette loi n'est plus en harmonie avec les standards internationaux.

Ainsi, la nouvelle loi adoptée a l'avantage d'être plus conforme au droit communautaire de la Cémac, au droit régional de l'Union africaine et aux exigences des Nations unies. Elle apporte également quelques innovations parmi lesquelles de nouvelles dispositions de prévention de la cor-

ruption et les infractions assimilées ; les mécanismes appropriés de coopération internationale de recouvrement des avoirs et d'échange d'informations qu'impose la transnationalisation de la corruption et des infractions assimilées. A cela s'ajoutent: la participation de la société civile; des médias et du secteur éducatif à la prévention et à la lutte contre la corruption ; la protection des lanceurs d'alerte ; la collaboration entre les organismes nationaux intéressés.

Défendant l'affaire devant les deux chambres du Parlement réunies séparément, le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a rappelé que sous l'empire de la loi du 22 septembre 2009, des procédures ont été engagées et des faits confirmés. De même, les procès ont eu lieu y compris les condamnations. « Cette loi n'a pas été obsolète, superflète. Elle a été effectivement appliquée. L'avantage que nous avions avec cette loi, c'est qu'elle nous donnait les incriminations et les sanctions qui allaient avec. En douze ans, cette loi a fait son temps. Elle a permis d'encadrer cette forme de délinquance par le droit et de veiller à ce que les personnes qui ont été reconnues coupables des faits aient été effectivement sanctionnées », a déclaré le ministre.

Parfait Wilfrid Douniama et Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfrid Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECTEUR PRIVÉ

Mise en place du comité des femmes entrepreneuses de l'Unoc

L'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc) a mis en place, le 22 janvier à Brazzaville, son comité des femmes dirigeantes dont la présidence de deux ans sera assurée par Sandra Ossa Epitsio Kaba.

Composé de six membres, le comité des femmes dirigeantes de l'Unoc a pour objectifs de rassembler, autour d'un réseau relationnel, des femmes dirigeantes d'entreprises en vue d'un partage d'expériences ; les accompagner dans leur quotidien en renforçant leurs capacités managériales et de prise de responsabilités.

Renforcer la présence des femmes dans les instances décisionnelles au niveau local, régional et national; développer des partenariats avec des institutions nationales et internationales ainsi que des organismes financiers font également partie des objectifs dudit comité.

« La population agricole active est estimée à 300 000 personnes dont 70% sont les femmes. Elles assurent 60 à 80% de la production vivrière et participent à 100% dans les opérations de transformation artisanale des produits agricoles », a indiqué la présidente du comité des femmes de l'Unoc, également directrice générale de la Société



La photo de famille DR

de prestation de services financiers.

Outre les secteurs artisanal et agricole, certains profils des femmes leaders se dessinent dans les secteurs tels que la microfinance, l'hôtellerie ou les bâtiments et travaux publics. « Elles ont besoin de s'organiser pour s'assurer une émergence pérenne. Ce comité prône le changement du logiciel mental des femmes en les poussant vers l'entrepreneuriat. Cette instance va aussi défendre les inté-

rêts des femmes entrepreneuses, comprendre leurs problèmes et essayer de les résoudre », a déclaré Sandra Kaba.

Dans l'optique de booster le leadership féminin, elle envisage dans sa feuille de route de cette année d'organiser en mars prochain un atelier de sensibilisation des femmes entrepreneuses sur les enjeux du passage de l'informel au formel.

En juin prochain, un atelier de lancement du programme d'intégration des femmes au

dispositif de regroupement des entreprises en groupement d'intérêt économique par la filière Unoc est aussi prévu, sans oublier bien d'autres événements internationaux auxquels elles seront invitées à participer.

« Une campagne d'enrôlement et d'identification des femmes maraîchères a été lancée, en vue de les rassembler dans un groupement d'intérêt économique », a précisé la présidente du comité.

Pour le président de l'Unoc,

Jean Daniel Ovaga, la création de ce comité fait partie des sept leviers de la feuille de route de l'Unoc. Selon lui, le Congo se portera mieux si le leadership féminin s'impose.

De son côté, le directeur de cabinet de la ministre des Petites et moyennes entreprises, Prince Bahamboula, a assuré le comité que son département sera à la disposition du réseau des femmes entrepreneuses pour les accompagner.

« La gouvernance de la ministre de tutelle est celle de la co-construction et de la proximité », a fait savoir Prince Bahamboula. Il a indiqué que sous peu, le ministère en charge des Petites et moyennes entreprises va opérationnaliser le statut de l'entrepreneur, un statut de transition entre le formel et l'informel, visant à garantir l'exonération fiscale et parafiscale en réduisant le coût de création d'entreprise, afin de faciliter l'intégration progressive de ces actrices dans l'économie nationale.

Lopelle Mboussa Gassia

ENVIRONNEMENT

Une nouvelle cartographie pour les tourbières du Congo

La découverte a été faite par les membres de l'équipe Congo-tourbières qui l'ont fait savoir à la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, le 24 janvier.

L'équipe Congo-tourbières, conduite par le Dr Greta Dargie et le Pr Suspense Ifo, qui a beaucoup travaillé dans le département de la Likouala, a découvert l'existence d'une autre tourbe dans le département de la Cuvette. « On a commencé à travailler dans le département de la Likouala, maintenant nous allons travailler dans le département de la Cuvette. Nous avons vu que dans là-bas, il y a aussi des tourbières », a déclaré le Dr Greta Dargie, experte en tourbières tropicales et leur rôle global dans le cycle carbone, diplômée de l'université de Leeds.

En effet, le but de cette rencontre a été d'informer officiellement la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo de l'existence dans le département



La ministre de l'Environnement, le Dr Greta Dargie, l'un des membres, et le Pr Suspense Ifo/MEDDBC

de la Cuvette d'une tourbe très profonde, contrairement à celles qui sont dans la Likouala où il faut parcourir une distance très importante avant de tomber sur elles, a

précisé le Pr Suspense Ifo, enseignant à l'Université Marien-Ngouabi, membre de l'équipe Congo-tourbières.

« L'information principale à retenir c'est qu'il y a une

nouvelle carte qui va être publiée officiellement dans les prochaines semaines. Les dernières données que nous avons collectées dans la zone nord et spé-

cialement dans le département de la Cuvette nous ont confirmé que dans ce département, il y avait des tourbes très, très profondes. A la différence des tourbes de la Likouala où il faut aller très loin à l'intérieur. Dans le département de la Cuvette, non loin des principales villes comme Owando, nous avons collecté des tourbes très profondes, ce qui est une information très importante. Sur le plan scientifique aussi, ça peut renseigner sur un développement différent de ces tourbières dans le département de la Cuvette », a fait savoir le Pr Suspense Ifo. La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo se rendra dans le département de la Cuvette pour toucher du doigt cette découverte.

Bruno Okokana

TRANSPORT URBAIN

La Commune d'Owando veut réglementer les motos-taxis

Le transport par motos-taxis est l'unique moyen de déplacement dans la ville d'Owando, chef-lieu du département de la Cuvette. Un secteur que les autorités municipales entendent capitaliser, en vue de garantir les emplois et d'élargir l'assiette fiscale locale.

La jeune commune d'Owando est peuplée d'environ 35 000 habitants, répartis dans sept grands quartiers. À côté des activités de production du bois énergie ou du charbon, l'économie locale repose essentiellement sur l'agropastoralisme, l'exploitation des ressources halieutiques ainsi que le commerce.

À défaut des taxis ordinaires présents dans les autres agglomérations du pays, les motos-taxis s'imposent comme le principal moyen de mobilité urbaine à Owando. Le secteur représente près de cinq cents conducteurs, autant que d'offres d'emploi et des activités connexes. La mairie de la ville ne veut pas laisser échapper les opportunités que génèrent ces activités et voudrait éviter que l'anarchie s'y installe.

« Tout le monde fait le taxi-moto, des militaires, des enseignants... Alors que sous d'autres cieux, c'est une profession bien réglementée. C'est ainsi que j'ai voulu l'organi-



ser en profession, d'où la mise en place des gilets numérotés avec un fichier pour mieux les identifier par la police et la gendarmerie. Nous entendons renforcer ce dispositif afin de pouvoir organiser la profes-

sion», a indiqué le maire d'Owando, Michel Elenga Ekobo.

Les autorités communales projettent de limiter le nombre des conducteurs, tout en leur donnant les possibilités de passer des permis, d'être formés sur le

Un taxi-moto en circulation dans la ville d'Adiac code de conduite et le civisme. Un parking municipal a même été créé pour accueillir les motos-taxis moyennant le versement d'une taxe forfaitaire. Le maire de la ville a fait savoir que des formateurs ont déjà été mobilisés, afin

de démarrer l'encadrement de ces jeunes administrés.

Rappelons que la Commune d'Owando est l'une des deux villes secondaires retenues par le programme "Villes résilientes" entièrement financé par l'Union européenne, dans le cadre du 11e Fonds européen de développement. Le programme prévoit le renforcement des capacités des équipes municipales pour une gestion financière efficace et la mise en place d'une fiscalité locale, en lien avec les services rendus par les mairies.

Le projet propose de mettre en place une fiscalité locale novatrice autour des services réels impliquant la mairie, les services déconcentrés de l'Etat et la population. Un système digital pourra être déployé, afin d'aider les municipalités à percevoir des recettes locales provenant de l'enregistrement, de l'évaluation, de la facturation, du paiement, de la sensibilisation des contribuables et de la mise en relation des citoyens avec les municipalités.

Fiacre Kombo

FILIÈRE-BOIS

Des formations au profit des acteurs du secteur

Les acteurs de la filière forêt-bois du Congo vont bénéficier de deux formations d'une durée de trois mois, dans le but de les doter des capacités visant à mieux appréhender les nouvelles exigences des législations nationales et celles de l'interdiction prochaine de l'exportation du bois en agrumes.

La première phase de la formation va intéresser, du 21 février au 12 mars, les Petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les Très petites entreprises (TPE) dans l'intégration de la fonction formation dans leurs approches de gestion. La seconde, quant à elle, va s'intéresser, du 21 mars au 2 avril, aux formateurs issus des grandes entreprises, des TPE-PME et des institutions de formation à l'approche par compétences et à l'andragogie.

Ces formations seront assurées par des consultants internationaux dans l'optique qu'ils soient capables d'identifier les besoins en formation et de les traduire en contenus de formation adaptés aux contextes des bénéficiaires. En effet, les bénéficiaires concernés sont les membres des groupements et organisations de la filière ainsi que les enseignants des institutions de formation fo-



Un lot de grumes/DR

restière et environnementale.

Selon le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale de l'Afrique centrale, ces formations se justifient par le

contexte de la filière dans lequel les grandes entreprises font généralement appel à des formateurs internationaux pour des formations techniques, alors qu'il existe dans chaque pays du bas-

sin du Congo, de très bons techniciens dotés de savoirs techniques, mais peu outillés pour transmettre ces savoirs de façon efficace. Il y a aussi le fait que du côté des TPE-PME, il manque de vision de

développement; prenant faiblement en compte la fonction de formation comme outil de changement.

Les groupements et organisations professionnelles de la filière forêt-bois des grandes entreprises et des PME-TPE jouent un rôle important dans l'appui à leurs membres pour l'identification des besoins ainsi que dans l'orientation et le développement d'actions de formation connectées aux réalités de terrain. C'est sur elles que les organisateurs de ces formations, à savoir l'équipe d'exécution technique du projet Adéfac (formation continue au service de la gestion durable des forêts), s'appuient pour identifier et mobiliser les participants.

Notons qu'outre le Congo, les acteurs de la filière forêt-bois du Gabon bénéficient depuis le 12 janvier de ces mêmes formations.

Gloria Imelda Lossele

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'ARPCE explore l'expérience nigériane

Une délégation de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) a récemment visité la Nigerian communications commission (NCC), l'autorité de régulation des télécommunications du Nigeria, dans le cadre d'une visite de benchmarking, pour étudier les politiques, pratiques et programmes de cette institution reconnue comme un modèle sur le continent et au-delà.

Conduite par Benjamin Mouandza, directeur des réseaux et services de communications électroniques de l'ARPCE, la délégation a, pendant trois jours à Abuja, la capitale nigériane, exploré les principales activités, cadres, programmes et politiques de la NCC en matière de régulation axés sur les résultats, dans le but de voir comment ces dispositifs opérationnels pourraient être adaptés par le Congo. En clair, dans la lettre adressée au vice-président exécutif de la NCC, le Pr Umar Danbatta, le régulateur congolais a indiqué qu'il souhaitait en savoir plus sur trois domaines d'activités de régulation, à savoir la gestion des questions liées à la qualité de service (QoS), le SIM Boxing et le masquage des appels, ainsi que le processus d'approbation des équipements de télécommunications.

Les échanges ont ainsi porté sur les indicateurs clés de performance institués par la NCC en matière de QoS et de la manière dont ces indicateurs sont mesurés et contrôlés par la Commission afin de garantir une meilleure prestation de services aux consommateurs de télécommunications nigériens.

Sur le processus d'homologation des équipements de télécommunications, l'équipe de l'ARPCE a pu constater la rigueur des méthodes nigérianes qui garantissent la fiabilité des équipements et terminaux fabriqués conformément aux normes et spécifications internationales, avant leur entrée sur le



Les cadres des deux régulateurs/DR

territoire.

A la NCC, la délégation de l'ARPCE s'est longuement penchée sur le masquage des appels et a apprécié les mesures mises en place pour lutter contre la menace qui

consiste à « envoyer des appels internationaux à un opérateur, mais à déguiser les appels comme s'ils étaient locaux en les envoyant sur la route d'interconnexion locale avec un numéro local dans le plan

de numérotation national au lieu du numéro d'appel international original ».

Une présentation a été, par ailleurs, à l'équipe de l'ARPCE sur la fraude par SIM Boxing et les

efforts déployés par la NCC pour combattre la menace. Les autorités nigérianes ont évoqué des problèmes créés par la pratique frauduleuse du SIM Boxing, y compris la menace pour la sécurité nationale, la perte de revenus pour les fournisseurs de services et le gouvernement.

Une visite utile

La nécessaire collaboration entre les deux autorités de régulation a été évoquée pour lutter efficacement contre la menace de la fraude à SIM Box, du masquage et du recyclage des appels, concurrentiellement avec le déploiement de solutions technologiques et un personnel bien formé.

Au terme de la mission, Benjamin Mouandza a reconnu que la visite de benchmarking a été très utile pour comprendre comment le régulateur nigérien a géré certains problèmes de régulation importants dans le pays en ce qui concerne les télécommunications.

« Je peux dire que notre objectif a été atteint. L'expérience a été très riche, nous avons appris beaucoup de choses. Nous remercions le vice-président exécutif de la NCC et son équipe d'avoir accepté de nous accueillir. Nous sommes maintenant en meilleure position pour reproduire certaines des choses que nous avons apprises sur votre marché des télécommunications chez nous », a-t-il déclaré.

Quentin Loubou

« Je peux dire que notre objectif a été atteint. L'expérience a été très riche, nous avons appris beaucoup de choses. Nous remercions le vice-président exécutif de la NCC et son équipe d'avoir accepté de nous accueillir. Nous sommes maintenant en meilleure position pour reproduire certaines des choses que nous avons apprises sur votre marché des télécommunications chez nous »,

EDUCATION

Les Nations unies réitèrent leur engagement à soutenir le Congo

La représentante de l'Unicef au Congo, le Dr Chantal Umutoni, a annoncé le 24 janvier le soutien du système des Nations unies au système éducatif congolais afin d'y apporter l'amélioration et la modernisation.

Le Dr Chantal Umutoni a assuré le soutien au gouvernement congolais lors de la célébration de la Journée internationale de l'éducation, en présence des ministres en charge des enseignements, Jean Luc Mouthou et Ghislain Thierry Maguessa Ebo-mé, ainsi que bien d'autres responsables.

La journée a été commémorée sur le thème « Changer de cap : transformer l'éducation, le choix choisi ». L'objectif est d'apporter un soutien considérable aux actions transformatrices en faveur d'une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

Selon la représentante de l'Unicef, la célébration de cette journée est une occasion pour tous les partenaires du secteur de l'éducation de s'unir pour réinventer l'avenir de l'enseignement et de l'apprentissage à tous les niveaux du système éducatif. L'Unicef, l'Unesco ainsi que les



Les enseignants lors de la célébration de la Journée internationale de l'éducation/Adiac

partenaires techniques et financiers uniront leurs efforts pour soutenir le Congo. Ils envisagent soutenir le développement des innovations et des mécanismes de financement efficaces du système éducatif, soutenir des programmes prônant plus d'inclusion dans les écoles, mettre un accent sur l'apprentissage fonda-

mental dès le plus jeune âge pour prévenir les défis de l'apprentissage, soutenir la formation des enseignants à tous les niveaux et bien d'autres.

Pour la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Marega, la Journée internationale de l'éducation est une plateforme pour présenter les trans-

formations les plus importantes qui doivent être nourries afin de réaliser le droit fondamental de chacun à l'éducation et construire un avenir plus durable, inclusif et pacifique.

« La Journée internationale de l'éducation suscitera un débat sur la manière de renforcer l'éducation en tant

qu'entreprise publique et bien commun, comment piloter la transformation numérique ; soutenir les enseignants, protéger la planète et le potentiel de chaque personne pour contribuer au bien-être collectif et à notre foyer commun », a-t-elle indiqué.

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a précisé dans son allocution que cette célébration donne l'occasion de commémorer la Journée internationale des enseignants le 5 octobre de cette année. Le thème retenu cette fois-ci est « Les enseignants au cœur de la relance de l'éducation ». Selon lui, la journée met un accent particulier sur le soutien à apporter aux enseignants afin qu'ils participent pleinement au processus de relance de l'éducation.

Lydie Gisèle Oka

RISQUES ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Le plan de gestion des déchets biomédicaux se précise

Les lignes directrices pour la consolidation des conclusions du projet ont été soumises aux acteurs impliqués pour adoption et validation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du projet de gestion des déchets biomédicaux, un atelier de validation s'est ouvert le 25 janvier, à Brazzaville, sous la supervision de son coordonnateur, Jean Pierre Okondza Elenga.

Organisé par le ministère en charge de la Santé à travers l'Unité de coordination des projets, cet atelier de deux jours entend contribuer à prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la covid-19, mais surtout renforcer le système national de préparation de la santé publique. Il constitue un outil qui va proposer la mise en place d'un système de gestion des déchets techniquement faisables, économiquement viables et socialement acceptables. A cet effet, il fait le point sur la situation du profil sanitaire de la République



Les participants à l'atelier

du Congo, identifie les différentes étapes de gestion, les besoins en investissements spécifiques et en renforcement des capacités ainsi que les mécanismes de coordination et de suivi.

Le coût estimatif de la mise en œuvre du plan de gestion des déchets biomédicaux durant les trois prochaines années est d'un montant global de

246 000 000 F CFA mobilisés sur le PRUC-19 pour la mise en œuvre des actions de sauvegarde environnementales et sociales.

Pour atteindre tous ces objectifs, il a été prévu cinq axes stratégiques avec des activités à mener pour une gestion efficace et durable des déchets biomédicaux (DBM), à savoir renforcement du cadre insti-

tutionnel, organisationnel et juridique des DBM ; renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des DBM ; adoption et acquisition de technologies appropriées pour une gestion efficace et durable des DBM et adaptées au contexte de la République du Congo ; renforcement du système d'assainissement dans les formations sanitaires ; contrôle

et suivi de la mise en œuvre du Plan de gestion des DBM.

Pour la petite histoire, les déchets générés par les activités de soins réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de riposte d'urgence au covid-19 (PRUC-19) peuvent entraîner de nombreuses nuisances à la santé et à l'environnement. Toutes les personnes exposées courent potentiellement le risque d'être blessées, infectées ou intoxiquées. Afin de faire face aux risques potentiels liés à la production de déchets issus de la mise en œuvre du PRUC-19, le ministère en charge de la Santé, par le biais de l'Unité de coordination du Projet d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies, dans sa phase IV, a élaboré un Plan de gestion des déchets biomédicaux.

Guillaume Ondze

MIGRATIONS

Tendances africaines à surveiller en 2022

Les forces de poussée à l'origine de la migration africaine continuent de s'intensifier, laissant présager une expansion à l'intérieur et à l'extérieur du continent cette année, selon le Centre africain d'études stratégiques (CAES).

Le nombre de migrants documentés au sein et en provenance de la région africaine a presque doublé depuis 2010, poursuivant une tendance d'expansion de deux décennies. La migration africaine est entraînée par une combinaison variée de facteurs d'attraction pour chaque pays. Les principaux facteurs d'incitation sont les conflits, la gouvernance répressive et les opportunités économiques limitées. Neuf des quinze principaux pays africains d'origine des migrants sont en conflit. Les Nord-Africains constituent la majorité des immigrants en Europe. Les trois premiers (Maroc, Algérie et Tunisie) comprennent plus de cinq millions des onze millions de migrants africains en Europe. En cause la proximité, des diasporas établies et des opportunités économiques, en tant que facteurs d'attraction clés influençant la prise de décision. Les enquêtes auprès des migrants africains en Europe ou en route vers l'Europe révèlent que la majorité était soit salariée, soit scolarisée au moment de leur départ. Les migrants ont tendance à avoir des ressources à portée de main - sous la forme d'emplois ou de réseaux familiaux de soutien - surtout lorsque les membres de la famille sont déjà dans un autre pays.

La plupart des migrations africaines restent intrarégionales

La plupart des migrations africaines restent sur le continent.



Une scène de migration/DR

Environ vingt et un millions d'Africains documentés vivent dans un autre pays africain, un chiffre sous-estimé étant donné que de nombreux pays africains ne suivent pas les migrations. Les zones urbaines du Nigeria, d'Afrique du Sud et d'Égypte sont les principales destinations de cette migration interafricaine, reflétant le dynamisme économique relatif de ces localités. Parmi les migrants africains qui ont quitté le continent, quelque onze millions vivent en Europe, près de cinq millions au Moyen-Orient et plus de trois millions en Amérique du Nord.

Les catastrophes climatiques accroissent la vulnérabilité

L'Afrique subsaharienne est

confrontée à un taux de catastrophes naturelles plus rapide que le reste du monde. Des sécheresses aux inondations en passant par les cyclones et les pandémies, le continent est confronté à de nombreux facteurs naturels d'instabilité. La Banque mondiale prévoit 86 millions de migrants dus au changement climatique en Afrique d'ici à 2050. Certains des dix-huit millions de travailleurs migrants saisonniers pourraient voir leur emploi dans l'agriculture, l'exploitation minière et la pêche disparaître, augmentant les perspectives de migration permanente à la recherche de nouvelles opportunités d'emploi. Trente pour cent des Africains de l'ouest et du centre et

des Éthiopiens ont signalé des impacts environnementaux sur leurs conditions économiques. Les fermetures de frontières liées à la covid-19 ont entraîné le blocage de dizaines de milliers de migrants à travers l'Afrique. Beaucoup ont perdu leur emploi, certains leurs maisons. Même après la réouverture des frontières, les restrictions de voyage et de santé continues ont eu un impact sur la mobilité des migrants réguliers et irréguliers.

En Afrique du Nord, alors que les traversées de la Libye vers l'Europe devenaient plus difficiles, la migration irrégulière vers l'Europe s'est déplacée plus vers le Maroc et les îles Canaries. Ceux qui tentent de quitter

la Libye sont confrontés à des violations continues des droits humains et à l'internement involontaire. Des dizaines de milliers de migrants éthiopiens dans les États du golfe ont été détenus dans des conditions de surpeuplement et d'insalubrité, puis expulsés. Beaucoup de ceux qui sont restés ont signalé des cas de vol de salaire et ont été contraints à des contrats plus abusifs avec moins de protections en raison de leur incapacité à partir. On estime que 32 000 migrants africains restent bloqués au Yémen, après avoir tenté d'atteindre les États du golfe. Certains d'entre eux sont devenus victimes de la traite (travaux forcés dans les fermes et enlèvement contre rançon). Depuis mai 2020, 18 200 migrants ont engagé des passeurs pour les ramener du Yémen vers la Corne de l'Afrique, selon l'Organisation internationale des migrations.

Bien que les migrants ne soient pas eux-mêmes une menace pour la sécurité, les enfermer en détention ou leur refuser l'assistance et la possibilité de rentrer chez eux ou de poursuivre leur voyage donne du pouvoir à des acteurs sans scrupules qui voient une opportunité de les exploiter. Les groupes extrémistes violents et les réseaux criminels continuent également de bénéficier financièrement du contrôle des itinéraires de trafic et de trafic de migrants.

Noël Ndong

COVID-19

L'OMS demande aux Etats de lever les interdictions de voyages internationaux

Alors que les cas d'Omicron continuent d'accroître dans le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est prononcée, le week-end dernier, contre l'interdiction des voyages internationaux et la vaccination obligatoire pour entrer dans les pays.

La décision fait suite à un constat fait par l'institution onusienne, notamment sur l'inefficacité des mesures prises par les Etats pour enrayer la propagation de la pandémie. Selon l'OMS, c'est le comité d'urgence du règlement sanitaire international qui a émis les recommandations, plus précisément à l'issue de sa dixième réunion sur la covid-19 qui s'est tenue le week-end dernier.

« Il est notamment recommandé de lever ou d'assouplir les interdictions de circulation internationale, car elles n'apportent aucune valeur ajoutée et continuent de contribuer au stress économique et social des Etats parties », précise le communiqué final dudit comité, tout en reconnaissant que la pandémie reste assez grave pour mériter le plus haut niveau d'alerte de l'OMS. Car, la mise en œuvre d'interdictions générales de voyager n'est pas efficace pour supprimer la propagation internationale et peut décourager la notification transparente et rapide des variants émergents.

« C'est une manière pour les experts de l'OMS de rappeler

que les mesures de voyage telles que le masquage, le dépistage, l'isolement, la quarantaine et la vaccination doivent être fondées sur des évaluations des risques et éviter de faire peser la charge financière sur les voyageurs internationaux, conformément à l'article 40 du Règlement Sanitaire International (RSI) », souligne encore l'OMS.

Il s'agit en fait d'une mesure renouvelée et déjà recommandée lors de la neuvième réunion du comité d'urgence.

« Les Etats parties doivent au contraire envisager une approche fondée sur le risque pour faciliter les voyages. Ceci, en levant ou en modifiant les mesures, telles que les exigences en matière de tests ou de quarantaine, conformément aux

faire en sorte qu'au moins 70% de la population de tous les pays soit vaccinée au début de juillet 2022 et intégrer la vaccination contre la Covid-19 dans les services de santé de routine.

Nécessité d'une surveillance en temps réel des animaux réservoirs

Outre la première recommandation sur les voyages, le comité

mal et une surveillance ciblée sur les hôtes et réservoirs animaux potentiels », indique l'OMS, avant de signifier que, la surveillance en temps réel et le partage des données sur l'infection, la transmission et l'évolution du SRAS-CoV-2 chez les animaux permettront de mieux comprendre l'épidémiologie et l'écologie du virus. Cette surveillance permettra également d'identifier en temps nécessaire les éventuelles apparitions et évolutions des variants chez ces animaux et de pouvoir ainsi évaluer les risques en matière de santé publique.

« L'étude épidémiologique de la transmission du SRAS-CoV-2 par des animaux exposés à des patients atteints de Covid-19, la surveillance ciblée des hôtes potentiels et le suivi continu des mutations du SRAS-Cov-2 chez les animaux nous aideront à comprendre comment les virus évoluent chez les animaux, si de nouveaux variants apparaissent et si elles représentent une menace pour la santé publique », conclut l'OMS.

Rock Ngassakys

« Il est notamment recommandé de lever ou d'assouplir les interdictions de circulation internationale, car elles n'apportent aucune valeur ajoutée et continuent de contribuer au stress économique et social des Etats parties »

Privilégier une approche fondée sur le risque pour faciliter les voyages internationaux

Selon l'organisation onusienne, l'obligation de fournir une preuve de vaccination contre la Covid-19 pour les voyages internationaux pourrait ne pas être nécessaire, en tant que seule voie ou condition permettant les voyages inter-

directives de l'OMS », a exhorté l'OMS, tout en précisant que c'est dans ce contexte que le comité de règlement d'urgence a également modifié l'une de ses recommandations relatives à la campagne vaccinale dans le monde. C'est ainsi, les experts défendent l'approche de l'OMS, qui invite la communauté internationale à

d'urgence de l'OMS a aussi émis une nouvelle recommandation qui demande aux pays de mettre en place une surveillance en temps réel sur les animaux réservoirs du virus donnant la maladie. « Il s'agit exactement de mener des enquêtes épidémiologiques sur la transmission du SRAS-CoV-2 à l'interface homme-ani-

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Un soutien massif à Tedros Adhanom Ghebreyesus pour un deuxième mandat

La voie est libre pour un second mandat de l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus à la tête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), après un vote de procédure mardi au cours duquel il a reçu le soutien de tous les pays participants.

Lors d'un vote à bulletin secret à huis clos, les membres du Conseil exécutif de l'OMS - une trentaine de pays - ont formellement validé la candidature du directeur général de cette agence des Nations unies, après lui avoir fait passer un grand oral.

Tous, excepté trois pays absents - le Tonga, l'Afghanistan et le Timor-Leste - ont voté pour Tedros Adhanom Ghebreyesus. Il doit encore être formellement élu en mai par l'ensemble des Etats membres de l'organisation, une élection sans accroc prévisible puisqu'il est le seul à se présenter.

« Nous apprécions non seulement votre leadership durant cette période, mais aussi votre humanité et votre compassion. En particulier, votre engagement sans faille en faveur des personnes les plus vulnérables », a souligné le représentant sud-coréen, Kim Ganglip, au nom des pays de la région du Pacifique oc-



Tedros Adhanom Ghebreyesus

cidental.

Le représentant français, Jérôme Salomon, s'exprimant au nom des cinquante-trois Etats membres de la région européenne de l'OMS, a relevé la longue liste des défis sanitaires mondiaux qui attendent le Dr Tedros, ainsi que les défis institutionnels.

Ce dernier a pour sa part appelé au renforcement du rôle de l'OMS « au cœur de l'architecture mondiale de la santé » et demandé que chaque pays reconnaisse « la santé comme un droit humain fondamental ». Cependant, la pandémie de covid-19 a montré que ses appels restent sou-

vent sans écho, comme quand il réclame aux pays les mieux lotis d'instaurer des moratoires sur les rappels de vaccins afin que les plus pauvres puissent en profiter.

Premier Africain à diriger l'OMS

En poste depuis 2017, le chef de l'OMS est très apprécié, en particulier des Africains, pour avoir permis que le regard de la communauté internationale, notamment durant la pandémie, se tourne davantage vers ce continent.

Âgé de 56 ans, ce spécialiste du paludisme est diplômé en immunologie, docteur en santé communautaire et ancien ministre de la Santé et chef de la diplomatie de l'Ethiopie. Premier Africain à diriger l'OMS, il est en première ligne depuis le début de la pandémie.

Après un premier mandat marqué par le covid, qui a mis à nu les défaillances de l'OMS, le Dr Tedros va devoir rempor-

ter le pari du renforcement de l'agence onusienne pour notamment mieux prévenir et gérer les futures épidémies.

« La pandémie a mis en évidence le défi auquel nous sommes confrontés, à savoir que le monde n'était pas prêt », a-t-il souligné pendant son grand oral.

Mais les contours de la réforme restent encore à définir par les pays, dont certains, soucieux de leur souveraineté, n'ont guère envie de donner plus de pouvoir à l'OMS.

« Le succès futur de l'OMS dépendra de votre soutien » aux propositions visant à ce que la part des cotisations des Etats membres représente 50% du budget de l'organisation d'ici 2028-2029, a assuré le Dr Tedros. Pour l'instant, 16% du budget provient des cotisations obligatoires des Etats, le reste étant des contributions volontaires de donateurs publics et privés qui décident comment l'OMS peut les utiliser.

D'après AFP

MALI

Les autorités exigent le départ des forces danoises

La junte au pouvoir a demandé, le 24 janvier, au Danemark de retirer « immédiatement » la centaine de soldats arrivés récemment dans le pays en crise pour participer au groupement européen de forces spéciales Takuba initié par la France.

Le gouvernement malien, dominé par les militaires arrivés au pouvoir à la faveur d'un putsch en août 2020, a indiqué dans un communiqué lu à la télévision nationale et publié sur les réseaux sociaux que « ce déploiement est intervenu sans son consentement ».

C'est avec « étonnement », dit le communiqué officiel, que le gouvernement malien a constaté le déploiement sur son territoire des troupes danoises au sein de la force Takouba. Créée en mars 2020, Takouba regroupe plusieurs membres des forces spéciales de pays européens destinées à accompagner les soldats maliens au combat face aux jihadistes.

Le Danemark a annoncé la semaine dernière l'arrivée au Mali de quatre-vingt-dix hommes, majoritairement des soldats d'élite et des chirurgiens militaires, censés participer au sein de Takuba à la protection des civils contre les jihadistes dans la zone dite des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger) et être basés à Ménaka (est du Mali).

Exceptionnelle dans le contexte de crise sécuritaire et politique qui ébranle le Mali depuis des années, la demande de retrait de ce contingent danois survient en plein bras de fer entre la junte et une partie de la communauté internationale qui entend la voir tenir son engagement à rendre le pouvoir aux civils dans un avenir proche. Les relations avec la France en particulier se sont sévèrement détériorées.

Yvette Reine Nzaba

BURKINA FASO.

Le coup d'Etat militaire condamné par la communauté internationale

Le coup d'Etat militaire qui a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso était largement condamné par la communauté internationale mardi, les Etats ouest-africains annonçant la tenue d'un sommet extraordinaire dans les prochains jours.

La Communauté économique des Etats ouest-africains (Cédéao) a « fermement » condamné mardi « le coup d'Etat militaire », estimant que la démission de M. Kaboré avait été « obtenue sous la menace, l'intimidation et la pression des militaires après deux jours de mutinerie ».

Plus tôt dans la journée, le Haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait demandé la « libération immédiate » de l'ancien président et appelé à un retour rapide à l'ordre constitutionnel. L'organisation régionale G5 Sahel qui lutte contre le terrorisme (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad), dont la présidence est actuellement assurée par N'Djamena, a également condamné « énergiquement cette tentative d'interruption de l'ordre constitutionnel » au Burkina Faso.

Le pouvoir y est depuis lundi après-midi aux mains du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) et son homme fort, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, commandant de la 3e région militaire qui couvre notamment

la zone est, une des plus touchées par des attaques jihadistes.

Mardi matin, des centaines de manifestants sont descendus sur la place de la Nation, au cœur de Ouagadougou, pour soutenir les militaires. Certains manifestants brandissaient des drapeaux malien et russe, appelant à une coopération avec Moscou, comme le régime militaire de Bamako le fait depuis plusieurs mois.

En dehors de cette manifestation, la vie semblait avoir repris son cours normal à Ouagadougou : le grand marché, les commerces ou les stations-service étaient ouverts, sans présence militaire notable. La junte a par ailleurs annoncé mardi midi la réouverture des frontières aériennes, fermées depuis minuit. Les frontières terrestres rouvrent uniquement pour les véhicules humanitaires, ceux transportant des denrées de première nécessité ainsi que les équipements destinés aux forces de défense et de sécurité, précise un communiqué lu à la télévision nationale. Le MPSR a instauré un couvre-feu de 21h00 à 05h00 (locales

et GMT), dissous l'Assemblée et suspendu la Constitution, mais promis « un délai raisonnable » pour un « calendrier de retour à un ordre constitutionnel accepté de tous ».

Ramener la paix au Burkina Faso ne sera pas une mince affaire pour le MPSR, tant le pays s'est enfoncé ces dernières années dans une infernale spirale de violences jihadistes. La majorité de son territoire, en particulier l'est et le nord, sont le théâtre d'attaques quasi quotidiennes des groupes affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique. L'armée, souvent dépassée et visée, n'arrive pas à endiguer ces violences meurtrières qui ont fait plus de 2.000 morts et contraint au moins 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers. Reste également à savoir quelle marge de manoeuvre aura cette junte militaire sur la scène internationale.

Le Mali et la Guinée, qui ont connu des coups d'Etat l'an dernier, sont suspendus des institutions ouest-africaines, et le régime de Bamako est soumis à de lourdes sanctions par la Cédéao.

D'après AFP

LA NOUVELLE
SÉRIE ÉVÈNEMENT

PASION
& POUVOIR

DÉBARQUE EN
MARS

“LA GUERRE EST INÉVITABLE”

DIRECT

CANAL+
CANAL 334

EASY
TV
by CANAL+
CANAL 3

free
CANAL 449

molotov
.TV

my
BOUQUET
AFRICAIN
by CANAL+

BURKINA FASO

Paul-Henri Sandaogo Damiba, nouveau président

Même si la situation reste confuse au Burkina Faso, une chose est sûre : le nouvel homme fort du pays est le colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba suite à une mutinerie. Le président élu, Roch-Marc Christian Kaboré, a été arrêté et détenu par les mutins.

« La France suit avec une grande attention les événements en cours au Burkina Faso », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay. L'internet a été coupé. Les vols Air France ont été annulés. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) suit « avec une grande préoccupation » l'évolution de la situation « caractérisée par une tentative de coup d'Etat », peut-on lire dans un communiqué. L'organisation régionale « tient les militaires responsables de l'intégrité physique du président Roch Marc Christian Kaboré », arrêté et détenu à la Maison d'arrêt et de correction des armées (Maca).

Le président du Parlement, Alassane Bala Sakandé, et des ministres sont également aux mains des soldats. Roch Marc Christian Kaboré aurait été « exfiltré » de sa résidence le 23 janvier au soir, par des gendarmes de sa garde avant l'ar-

rivée d'éléments armés qui auraient tiré sur les véhicules de son convoi. Des soldats mutins ont pris position devant la télévision nationale à Ouagadougou. Dans la même veine, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a condamné « fermement la tentative de coup d'Etat contre le président démocratiquement élu » et a appelé l'armée et les forces de sécurité du pays « à s'en tenir strictement à leur vocation républicaine, à savoir la défense de la sécurité intérieure et extérieure du pays », dans un communiqué.

Un mouvement d'humeur des militaires pas forcément inattendu alors que le pouvoir apparaît fragile et que l'armée fait face à de très lourdes pertes, sans parvenir à contenir la violence djihadiste. Le gouvernement, dans un premier temps, a semblé contenir cette colère. Ces tensions interviennent au lendemain d'une journée mou-



vementée, où des manifestants ont réclamé, entre autres, la démission du président Roch Marc Christian Kaboré, le soutien aux Forces de défense et de sécurité ainsi qu'à la junte au pouvoir au Mali, visée par des sanctions de la Cédéao. Ce coup de force militaire intervient à un moment où le Burkina Faso et l'Afrique de l'ouest sont confrontés à une profonde crise sociopolitique. Comme ses voisins malien et nigérien, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des groupes armés djihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique. Malgré des opérations contre ces groupes, l'armée a du mal à contenir les violences qui ont fait plus de 2 000 morts en six ans, et contraint plus de 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers. Face à cette situation confuse, la position de la France est de plus en plus difficile à tenir dans la région.

Noël Ndong



CETTE SEMAINE

Mardi 25/01

19.00

Samedi 29/01

18.00

business

africa

présenté par :

Asha SUMPUTH

EN AFRIQUE

CANAL+

CANAL 334

EASY
TV

by CANAL+
CANAL 3

EN FRANCE

free

CANAL 449

Molotov
.TV

EN EUROPE

my
BOUQUET
AFRICAIN
by CANAL+

PROJET «KINSHASA ZÉRO TROU»

Alexis Gisaro évalue les travaux de la première phase

Dans le cadre de l'évaluation de la première phase du projet «Kinshasa zéro trou», le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro, a effectué récemment une descente sur le terrain pour se rendre compte des travaux entrepris. Satisfait de l'évolution de ce projet sur tous les sites, il a souligné qu'à la fin de cette étape, les travaux sont exécutés à 90%.

Au niveau du triangle Cité-verte sur la route By pass, en passant par l'avenue de la Libération près de l'UPN, puis sur Haute tension et l'avenue Laurent-Désiré-Kabila, Alexis Gisaro a palpé du doigt la réalité du terrain.

Au croisement des avenues du Marais et Haut-Congo, dans la boucle Hôtel de ville, des mises en garde sur le respect du timing et des injonctions claires, quant à l'accélération des travaux, ont été données aux entreprises adjudicatrices qui ont connu du retard dans l'exécution des travaux.

Sur l'avenue du commerce, Alexis Gisaro s'est fait inviter par la population pour s'imprégner de l'état de délabrement de l'avenue Kasavubu. Touché par l'impraticabilité de cette route, le ministre



Le ministre d'Etat, Alexis Gisaro, visitant le projet en compagnie du directeur général de l'Office de voirie et drainage

d'État a laissé entendre que celle-ci est inscrite dans la deuxième phase du projet «Kinshasa zéro trou».

Prenant la direction de N'djili au niveau de la première entrée où un borbier avait pris corps, lors du passage du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, une semaine après, l'Office de voiries et drainage s'y est employé pour les travaux d'assainissement d'abord et se lancer ensuite sur trois kilomètres.

Rappelons que le projet «Kinshasa zéro trou», dans sa première phase, couvrait vingt-quatre artères de la ville de Kinshasa. Un financement de cinq millions de dollars américains a été mis à la disposition des entreprises contractantes.

Blandine Lusimana



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO



ENJEUX DE L'HEURE

Félix Tshisekedi, quid des trois années après l'investiture?

Trois années se sont écoulées depuis que le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait pris les rênes du pouvoir, succédant ainsi à Joseph Kabila Kabange.

Ce fut un certain 24 janvier 2019. Le passage de témoin entre Joseph Kabila Kabange et son successeur hissait le pays dans une nouvelle ère pleine de promesses et chargée d'heureuses perspectives. Félix Tshisekedi, cinquième président d'après indépendance de la RDC, incarnait alors l'espoir de tout un peuple. Dès l'entame de son mandat, il a prôné la réconciliation des âmes et des esprits avec, à la clé, une détermination inégalable de forger un Congo uni. La cohésion sociale, il en a fait son cheval de bataille. Sous sa férule, des prisonniers politiques et d'opinion ont recouvré leur liberté, de même que ceux qui étaient forcés à l'exil par le régime précédent. Cette ouverture politique soutenue par la vision d'un Etat de droit censé garantir les libertés individuelles et la pluralité des opinions, conformément à la Constitution, avait laissé libre cours à l'expression démocratique dans un pays où l'unilatéralisation des vues était la règle. En sus, une opposition très critique dont les ténors versaient parfois dans la demesure et l'exagération et qui tenait la dragée haute face à un pouvoir qui lui avait pourtant donné sa place. Une opposition toujours à l'affût de la moindre bavure policière, cherchant constamment à pousser les forces de l'ordre à la faute lors des manifestations publiques pour crier à la violation des droits de l'homme qui, en somme, constituent un des piliers d'actions du quinquennat de Félix Tshisekedi.

Des signaux évocateurs

Les premiers signaux émis par Félix Tshisekedi dès la première année de son quinquennat étaient positifs et donnaient la mesure du grand rêve qu'il nourrit pour le Congo. Dégel des relations diplomatiques entre la RDC et la Belgique, réouverture de la Maison Schengen, baisse du prix du passeport congolais qui est passé de 250 dollars américains à 99 dollars, etc. Au plan politique, Félix-Antoine Tshisekedi, dont la marge de manœuvre était réduite, a voulu se donner les moyens de son action via un rééquilibrage des forces. Cela devrait impérativement passer par l'appropriation d'une majorité parlementaire. Ce qui fut fait. Le ralliement massif des députés et sénateurs à l'Union sacrée de la nation, sur fond d'une reconfiguration de l'architecture parlementaire, lui a finalement donné les coudées franches pour mener à bien ses programmes de reconstruction,



lesquels ont beaucoup souffert des contraintes de la coalition Front commun pour le Congo-Cap pour le changement de triste mémoire.

Ce qui a fait que le vaste chantier de reconstruction du pays, lancé à travers plusieurs projets d'infrastructures, puisse bénéficier d'une nouvelle dynamique cimentée par une volonté renouvelée à faire bouger les lignes. Le domaine des transports et voies de communication reflète mieux ce changement de paradigme au regard de différents projets initiés dont certains sont déjà en cours de finalisation. En matière de développement des infrastructures routières, par exemple, l'on citera, entre autres, le bitumage de 86 Km du tronçon de la route Kolwezi-Dilolo, le bitumage du tronçon Boma-Moanda, le bitumage de 140 km entre Kasumbalesa et Sakanya, le bitumage du tronçon Tshikapa-Kamuesha, la construction d'un nouveau pont, long de 160 m sur la rivière Kasai à Tshikapa, la réhabilitation de l'hôpital Sendwe à Lubumbashi, la construction du pont Lubuya et Lubunga à Kisangani..., la liste est loin d'être exhaustive. Le vaste programme de réhabilitation et de la modernisation de la voirie urbaine (Tshilejelu) n'est pas en reste quand bien même il est sujet à controverse quant à la gestion et l'affectation des fonds y alloués par l'exécutif national. Tous ces efforts de modernisation du pays devraient se poursuivre en 2022 avec notamment le lancement de plusieurs autres projets dont la construction du Port en eau profonde de Banana, sans oublier le Programme de développement de 145 terri-

La gratuité scolaire, un pari gagné

Dans le domaine du transport aérien, Félix Tshisekedi s'est investi en 2021 dans la modernisation de la tour de contrôle de l'aéroport international de

Goma, mais aussi, des aéroports internationaux de Lubumbashi, Kisangani et Kolwezi, de même que la réhabilitation, le renforcement et l'extension des pistes et parkings dans plusieurs autres aéroports nationaux, notamment celui de Ndolo. Sous sa férule, sept avions supplémentaires ont été acquis pour consolider la flotte de Congo Airways. L'effectivité de la gratuité de l'enseignement, inscrite à l'article 44 de la Constitution du pays depuis son adoption en 2006, aura décidément été le grand succès du mandat de Félix Tshisekedi durant les trois premières années de son quinquennat. En effet, l'on estime à près de quatre millions le nombre d'enfants ayant regagné le chemin de l'école. Afin de pallier le surpeuplement des classes lié à cette gratuité scolaire, le gouvernement s'emploie à construire de nouvelles écoles.

Autre fait positif à mettre à l'actif du chef de l'Etat, sa flexibilité sur la question de la bonne gouvernance avec son corollaire la lutte contre la corruption. Sur ce volet, Félix Tshisekedi s'est employé à redynamiser certaines structures étatiques hier encore apathiques à l'instar de l'Inspection générale des finances. A côté de cette structure, il a créé l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption afin de répondre à l'impératif de contrôle de l'utilisation des fonds des contribuables par les différentes institutions du pays. Entre temps, la justice, qui demeure encore le maillon faible de la chaîne, est en proie aux différentes réformes afin qu'elle soit consciente de son rôle et de son indépendance.

Toutefois, le procès dit de cent jours ayant mis à nu la magouille qui a entouré l'exécution du projet y afférent est un signe qui ne trompe pas. C'est que la justice congolaise a besoin de transformation pour dire le droit et le bon droit à travers des réformes

courageuses à mettre en œuvre au niveau de ses structures et de ses animateurs suivant le principe « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ».

La paix à l'est, une gageure

A propos du climat d'insécurité permanente et récurrente qui sévit à l'est du pays au point de menacer son intégrité territoriale, Félix Tshisekedi en a fait son cheval de bataille tout au long de ses trois premières années de mandat. Au mois de mai 2021, il a décrété l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, conformément à l'article 85 de la Constitution. Les résultats sont encourageants. Les Forces armées de la RDC ont progressivement réussi à faire bouger les lignes et à reprendre plusieurs bastions jadis occupés par l'ennemi. Des chefs de bande ont été neutralisés, et plusieurs de leurs éléments se sont rendus.

Au plan économique, les réserves de change ont atteint plus de 3,3 milliards de dollars américains, un record jamais atteint dans l'histoire du pays. Le cadre macroéconomique est demeuré stable en 2021. Sur le marché de changes, le taux officiel s'est fixé à 1 992,41 FC pour un dollar américain. Une constance qui vaut des éloges. La RDC a, dans la foulée, renoué le contact avec les institutions de Bretton woods, qui lui a permis de bénéficier des financements nécessaires en termes d'appuis budgétaires et autres. Le pays a bénéficié de la part de ses partenaires extérieurs multilatéraux des engagements de l'ordre de 4,5 milliards de dollars américains. Un niveau record dans l'histoire récente du pays !

Il est vrai que cette embellie économique tarde à être ressentie dans l'assiette du Congolais. Des efforts sont en train d'être capitalisés pour atteindre cet objectif à travers notamment le Programme accéléré de lutte

contre la pauvreté et les inégalités en RDC, lequel vise, dans cinq ans, à faire sortir 20 millions de Congolais de la pauvreté.

Des actions sociales qui comptent

Les actions sociales initiées par Félix Tshisekedi en trois ans sont légion et inqualifiables. De la mise à la disposition des militaires et policiers des logements sociaux aux normes requis à l'électrification de la ville de Zongo, au Sud-Ubangi, cinquante ans après sa création, en passant par la relance du parc agro industriel de Bukanga Lonzo, la réhabilitation des homes d'étudiants de l'Université de Kinshasa, la réfection de l'ex-prison de Makala, la réduction du coût du billet d'avion, la réinsertion sociale des jeunes marginaux au Centre pilote de Kaniama Kasese, etc., toutes ces actions procèdent de la volonté inébranlable du garant de la nation d'améliorer la qualité de vie du Congolais.

Dans les secteurs de l'eau, de l'électricité et de la santé, plusieurs projets sont soit en cours de finalisation, soit d'exécution à l'image des usines de Lemba Imbu à Kinshasa-Ouest d'une capacité de 35 000 m³ par jour, ainsi que de Binza Ozone d'une capacité de 110 000 m³ par jour dont l'opérationnalisation pourra soulager de nombreuses familles à Kinshasa. La reprise des travaux de la Centrale hydroélectrique de Katende, à l'arrêt depuis des lustres, fait aussi partie intégrale de l'agenda social du chef de l'Etat qui entend offrir le meilleur pour son peuple.

Une diplomatie agissante

La RDC a bénéficié des retombées de la présidence africaine de Félix Tshisekedi à travers la redynamisation de sa diplomatie en hibernation depuis de longues années. Le pays est redevenu fréquentable et a retrouvé sa place dans les instances internationales. Sous son égide, la voix de l'Afrique a été portée au niveau international, surtout dans le contexte de la covid-19, pour réclamer les meilleures conditions de lutte contre la pandémie et de relance des économies nationales africaines.

Il aura été de tous les sommets et forums où se discutait l'avenir du continent. Partout où il est passé, le chef de l'Etat a plaidé pour plus de moyens financiers en faveur de l'Afrique afin de soulager, tant soit peu, des Etats empêtrés dans des situations de surendettement à cause des effets pervers de la pandémie.

Alain Dlasso

LINAFOOT/LIGUE 1

Égalité entre Simba et Rangers, Maniema soumet Dauphin Noir

La 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) est à mi-chemin avec déjà quelques matches de la deuxième moitié de la saison.

Le 22 janvier au stade Dominique-Diur de la commune de Manika, à Kolwezi, l'Académie club Rangers de Kinshasa a imposé un nul d'un but partout au club local d'AS Simba, pour le compte de la 16^e journée. Les Kamikazes locaux ont ouvert la marque à la 36^e mn par Benitia Kidi, et les protégés du président Lambert Osango ont égalisé à la 76^e par Lofinda Bongwalanga. Notons-le, l'AS Simba n'a plus gagné un match depuis le 24 octobre 2021 lors de la défaite de Blessing dans le derby du Lualaba, en dix matches. Le club occupe actuellement la 17^e position au classement avec dix points en quinze matches. Rangers est cinquième avec désormais vingt-cinq points. Auparavant, le 20 janvier au stade Joseph-Kabila de Kindu, la formation locale de Maniema Union a eu raison de l'AS Dauphin noir de Goma, par deux buts à zéro. Le match comptait pour la 14^e journée. Michael Wango et Cyrille



Vue d'un match du championnat national de football saison 2021-2022

Mutuale ont été les deux buteurs du club tuteuré par le général Gabriel Amisi.

Ce fut une première réussie pour le nouvel entraîneur du club, Papy Kimoto, qui a succédé à

Dauda Lupembe. « La victoire fait toujours du bien pour le moral de l'équipe. Nous allons nous appuyer sur ce qui a marché aujourd'hui pour nos prochains matches. J'ai remarqué des

points positifs mais négatifs aussi et nous allons nous appuyer sur cela pour notre prochain match de dimanche. Deux buts à zéro, ce sont trois points de plus, je suis content. Pour la manière,

je ne suis pas content, l'équipe n'a pas tourné le ballon comme je le souhaitais, l'on devra travailler les récupérations », a-t-il déclaré en conférence de presse d'après match. Avec ce succès, Maniema Union compte vingt-huit points, occupant la quatrième place en quatorze sorties. Dauphin noir a seize points au terme de douze matches.

Le même jour au stade Dominique-Diur de Kolwezi, les locaux de Blessing FC ont été accrochés par les Kinois de l'AC Kuya du président Jeannot Binanu, par la même marque d'un but partout. Dan Mbayo a ouvert la marque pour les joueurs du coach Yves Diba à la 27^e mn. Lucien Egala a égalisé à la 30^e pour le promu au championnat national de football. Blessing FC totalise quatorze points au terme de quinze rencontres, l'AC Kuya a déjà engrangé douze points en treize matches.

Martin Engimo

Sanga Balende enfonce RCK, Maniema Union éteint Etoile du Kivu

La formation de Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi continue sur une lancée victorieuse après avoir battu Jeunesse sportive de Kinshasa à la 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).



Le club sang et or du Kasai oriental s'est imposé, le 24 janvier, dans les ultimes minutes au stade Kashala-Bonzola de Mbuji-Mayi, sur le Racing Club de Kinshasa (RCK). Matafadi a inscrit l'unique but de cette rencontre avancée de la 19^e journée à la 88^e mn, permettant ainsi aux Anges et Saints d'aligner deux succès de suite. Sanga Balende a désormais un total de quinze points engrangés en douze matches et se retrouve à la 11^e place au classement provisoire. C'est par contre le désastre pour le RCK du quartier Mbinza Delvaux, dans la commune de Ngaliema, lanterne rouge du championnat avec seulement trois points après onze matches joués. Le 23 janvier au stade Joseph-Kabila de Kindu, l'AS Maniema Union a enregistré sa deuxième

victoire de suite depuis l'arrivée du nouveau coach, Papy Kimoto Okitankoyi, avec son adjoint Alou Kuzulu. Le club vert et noir de la province du Maniema a battu difficilement l'Etoile du Kivu de Bukavu par un score étriqué mais précieux d'un but à zéro. Jackson Mbombo a marqué pour les Unionistes à la 17^e mn d'une partie très disputée.

Maniema Union est quatrième au classement provisoire avec trente et un points en quinze sorties (neuf victoires, quatre nuls et deux défaites). Etoile du Kivu avec le nouvel entraîneur Kona Ngole (ancien attaquant international congolais) compte neuf points au terme de onze matches livrés (une victoire, six nuls et trois défaites).

M.E.

TRANSFERTS

Sylver Ganvoula terminera la saison au Cercle de Bruges

L'attaquant congolais va retrouver la Jupiler League, où il a évolué entre 2016 et 2018 sous les couleurs de Westerlo, Anderlecht et Malines.

En manque de temps de jeu à Bochum, Ganvoula est prêté pour 5 mois au Cercle de Bruges, actuel 10^e du championnat.

Chez les Vert et Noir, il fera la connaissance de Senna Miangué. Arrivé en Allemagne en 2019, Ganvoula a disputé 94 matches (9 en Bundesliga, 78 en Bundesliga 2 et 7 en Coupe) pour 23 buts (20 en Bundesliga 2, 3 en Coupe) et 10 passes décisives (toutes en Bundesliga 2). Mais depuis la montée en Bundesliga, il était sorti de la rotation avec 9 apparitions (aucune titularisation), 143 minutes de jeu. Révélé à Westerlo lors de la saison 2016-2017 avec 9 buts et 2 passes décisives, Ganvoula aura à cœur de prendre un nouveau départ. Rappelons qu'il est sous contrat jusqu'en juin 2023 avec Bochum.

Camille Delourme

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 22^e journée

Malgré l'entrée en jeu de Warren Tchimbembé à la pause, Metz chute à domicile face à Nice (0-2). Le score était vierge lors de son apparition. Reims prend le bouillon au Parc des Prince (0-4). Titulaire sur la gauche du 5-4-1 rémois, Bradley Locko Banzouzi a livré une première période plutôt intéressante. Comme son équipe, il n'a rien pu faire lorsque le PSG a accéléré.

Yannis Mbemba est entré à la 90^e lors de la victoire de Nantes sur Lorient (4-2). Loris Mouyokolo, lui, n'était pas sur la feuille de match.

Béni Makouana et Chrislain Matsima sont restés sur le banc lors du succès de Montpellier face à Monaco (3-2).

Ligue 2, 22^e journée

Caen fait tomber Ajaccio sur le score de 2-0. Titulaire, Prince Oniangue a livré un match sérieux en défense central. Dans les rangs corses, Bevic Moussiti Oko est convalescent.

Ajaccio, qui compte un match en retard, est deuxième derrière Toulouse. Caen, 12^e, reprend trois points d'avance sur la zone de relégation.

National 1, 18^e journée

Pas de vainqueur entre Annecy et Concarneau (0-0). Kévin Mouanga était titulaire en défense centrale. Les Hauts-Savoyards sont 3^e avec deux longueurs de retard sur les Finistériens.

C.D.



CAN 2021

Le président camerounais ordonne une enquête après la bousculade mortelle

Le président camerounais, Paul Biya, a ordonné une enquête sur la bousculade qui a fait huit morts lundi soir à Yaoundé à l'entrée d'un stade accueillant les huitièmes de finale Cameroun-Comores de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, a annoncé mardi le gouvernement.

Trente-huit personnes ont également été blessées dans le drame, dont sept grièvement, a détaillé dans un communiqué le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi.

«Le chef de l'Etat a prescrit l'ouverture d'une enquête afin que toute la lumière soit faite sur cet incident tragique», a poursuivi le ministre dont le gouvernement «appelle une fois de plus» les Camerounais «au sens des responsabilités, à la discipline et au civisme de tous pour la réussite totale de cette grande fête sportive».

Dans la nuit, le ministère de la Santé avait annoncé que deux femmes et un enfant figuraient parmi les personnes décédées. La bousculade s'est produite à l'entrée sud du stade d'Olembé, le tout nouveau et plus grand stade du pays, dans la capitale camerounaise. Les victimes ont été «immédiatement transportées» à bord d'ambu-



Les abords du stade Olembé au lendemain du drame (Kenzo Tribouillard/AFP)

lances mais «le trafic routier intense a ralenti le transport», avait précisé le ministère.

Un bébé aurait également été piétiné par la foule, toujours à l'extérieur du stade, au moment du contrôle du pass sanitaire, selon le ministère de la Santé. Le nourrisson, «immédiatement extirpé et conduit à l'hôpital général de Yaoundé», se trouve dans un état «médicalement stable».

Le Cameroun accueille, depuis le 9 janvier et jusqu'au 6 février, la compétition-reine du football africain dans les stades de cinq villes. La Confédération africaine de football, l'organisatrice du tournoi avec le Cameroun, a également assuré qu'elle enquêtait «sur la situation afin d'obtenir plus de détails sur ces incidents» et tiendra une «réunion de crise» mardi à 9h30 (08h30 GMT) avec le comité d'organisation de la CAN.

AFP

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET « PRESELECTION DES FOURNISSEURS SELON LES DOMAINES DE COMPETENCES » RÉF : PNL/0001/2022

Le Programme National de Lutte contre le Paludisme en sigle PNL est une structure Etatique qui est sous l'unité de coordination des programmes et projets de santé en sigle UCPP.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le PNL recherche des sociétés crédibles régulièrement installées en République du Congo pour la fourniture des biens et services selon les domaines de compétences suivants :

- Fournitures de matériel, d'équipements médicaux, d'équipements non médicaux, de mobiliers de bureau, de véhicules, ...
- Fournitures de bureau, informatiques et consommables divers
- Travaux d'imprimerie, de papeterie et connexes, ...
- Travaux de tout genre (réhabilitations, constructions, menuiserie, électricité, plomberie, aluminium, etc.);
- Prestation de services de tout genre : réparation automobile, service / maintenance informatique et bureautique, assurances, transport commercial, Transit/douane, services Traiteurs, services de location de salles de conférences, hôtellerie, etc.
- Etudes et recherches de tout genre : études, contrôle technique

Cette liste n'est pas exhaustive

Les documents suivants seront notamment demandés et joints au formulaire d'inscription :

- Attestation d'immatriculation au Registre du Commerce et du crédit mobilier (RCCM);
- Déclaration fiscale d'existence
- Attestation d'immatriculation CNSS
- Relevé d'identité bancaire

Le PNL vous invite à prendre contact avec son secrétariat pour le retrait du formulaire de souscription avant le 21 février à 16h précises date limite de dépôt de candidatures à l'adresse suivante :

Bureau du Programme national de lutte contre le paludisme (PNL) via CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo.

Tous les documents des dossiers de manifestation d'intérêt doivent être fournis en trois (03) exemplaires, dont un original et deux copies.

L'ouverture des plis se fera le 22 février 2022 à 14h, les dossiers à traiter sont ceux des candidats ayant retirés les formulaires de souscription de candidature au niveau du programme.

Fait à Brazzaville le. 17 janvier 2022
La direction du PNL

AMBASSADE DU BRESIL A BRAZZAVILLE

AVIS DE RECRUTEMENT

Sélection de candidat pour le recrutement d'un (01) Auxiliaire Administratif, niveau secondaire et connaissance de la langue portugaise, aux activités de la chancellerie. Pour plus d'informations, veuillez-vous adresser à l'Ambassade du Brésil sise :

Avenue Amilcar Cabral, n° 76, Tours Jumelles, 3ème étage, bureau n° 304, en face de l'hôtel Blu Radisson, centre-ville.

ATTENTION: Présentation du Curriculum-Vitae jusqu'au 12 FEVRIER 2022 de 09h à 14h.



CAN 2021

La Gambie de Musa Barrow surprend la Guinée

Pour sa première participation continentale, la Gambie se qualifie pour les quarts de finale en battant la Guinée 1-0 à Bafoussam, au Cameroun.



Pius Utomi Ekpei/AFP

Qualifié pour le second tour sans totalement convaincre, la Guinée avait perdu plus qu'un match face au Zimbabwe : le Syli avait aussi perdu son capitaine et maître à jouer, Naby Keita.

En revanche, la surprenante Gambie pouvait bel et bien compter sur Musa Barrow, l'attaquant star de l'équipe, auteur d'un but et de deux passes décisives lors de la phase de groupes.

C'est d'ailleurs lui qui allume la première mèche ; un missile du pied gauche aux 25 mètres, en se retournant, trop axial pour tromper Aly Keita (13e mn). Par la suite, dans ce match bien cadencé, il a toujours tenté d'accélérer pour apporter le danger.

En seconde période, il a délivré son équipe en effectuant un superbe contrôle orienté vers le but pour mystifier Sory Conté et ajuster Keita d'un plat du pied gauche au ras du poteau (71e mn).

Quelques instants plus tard, Conté pensait égaliser et effacer sa bévue défensive, mais l'arbitre annulait légitimement son but pour un hors-jeu.

Plutôt dominateurs dans l'ensemble, les hommes

de Tom Saintfiet ont ensuite eu un maximum de chance lorsque Sory Conté, encore lui, expédie un centre-tir sur le poteau

puis, dans la continuité de l'action, Kanté voit sa frappe déviée sur la barre (90e+2 mn). Trop tôt pour dire s'il s'agit

de la chance du champion. Mais incontestablement cette Gambie est cohérente dans son expression collective et tactique.

« Six joueurs dorment dans la même chambre, avec le même sanitaire, la même douche et seuls trois membres du staff ont une chambre individuelle. Les autres dorment à deux dans le même lit, au temps de la covid. L'hôtel et les infrastructures où nous sommes, j'ai travaillé quatorze ans en Afrique, je n'ai jamais vu ça »

Samedi, les Scorpions affronteront le Cameroun. Espérons pour eux que leur préparation ne soit pas aussi agitée que celle des Comores, adversaires des Lions Indomptables en huitièmes de finale.

Lors de la conférence de presse d'avant-match, Tom Saintfiet avait dénoncé les mauvaises conditions infligées à son équipe : « Six joueurs dorment dans la même chambre, avec le même sanitaire, la même douche et seuls trois membres du staff ont une chambre individuelle. Les autres dorment à deux dans le même lit, au temps de la covid. L'hôtel et les infrastructures où nous sommes, j'ai travaillé quatorze ans en Afrique, je n'ai jamais vu ça », s'indignait-il.

Si sa fédération s'est ensuite excusée auprès de la Confédération africaine de football, les accusations du technicien belge ont été corroborées par celles de Mario Marinica, le sélectionneur du Malawi, qui estime que les petites équipes ne bénéficient pas du même traitement logistique et sportif que les favoris supposés.

Rappelons que le Malawi sera l'adversaire du Maroc ce mardi à Yaoundé.

Camille Delourme



Pour vos cadeaux de fin d'année et de Nouvel An, le Musée Galerie Bassin du Congo vous présente, du 3 décembre 2021 au 31 janvier 2022, une exposition vente de peinture et de sculpture des anciens et jeunes plasticiens du Bassin du Congo.

Lundi à vendredi de 9h à 17h et le samedi de 9h à 13h.

EXPOSITION VENTE





CAN 2021

Le Cameroun qualifié, les Comores héroïques, la CAF décrédibilisée, la compétition endeuillée

Amoindries mais valeureuses, les Comores ont perdu avec les honneurs face au Cameroun à l'issue d'une journée marquée par les éléments contraires et ponctuée par une bousculade meurtrière.

Huit personnes ont perdu la vie, lundi soir, dans un mouvement de foule à l'entrée du stade d'Olembé, à Yaoundé, en marge du huitième de finale entre le Cameroun et les Comores. Et plusieurs dizaines de blessés sont à déplorer.

Une enquête a été diligentée par les autorités locales, à la demande expresse de la présidence camerounaise. Et la Confédération africaine de football (CAF) se réunissait le 25 janvier dans la matinée.

Après une fusillade qui avait fait plusieurs blessés à Buea, ville de l'ouest du Cameroun où avaient lieu les entraînements des équipes évoluant à Limbé, le drame d'Olembé endeuille la compétition.

Ce tragique événement pousse à relativiser le résultat et le contexte du match qui a opposé, dans la soirée, les Lions indomptables du Cameroun et les Coelacanthés des Comores. Le Cameroun s'est finalement imposé 2-1 mais sans briller face aux néophytes comoriens.

Pourtant, on se demande bien comment les Comoriens pouvaient franchir l'obstacle camerounais au vu des éléments défavorables qui se sont accumulés : samedi 22 janvier, douze membres de l'équipe étaient testés positifs au covid-19, dont le sélectionneur Amir Abdou et les deux gardiens valides, Ousseini et Ahamada (Ben Boïna, héros du match face au Maroc, a été blessé à l'épaule par le Ghanéen André Ayew).



Certes vaincus, les Comoriens quittent la compétition avec les honneurs (Kenzo Tribouillard/AFP)

L'espoir renaissait lundi matin lorsque le test PCR d'Ali Ahamada se révélait négatif. Rétabli, l'ancien Toulousain pensait pouvoir tenir son rang pour ce match historique pour son pays. Las, la CAF faisait savoir à la délégation comorienne qu'un délai de cinq jours, avec isolement, devait être observé avant d'effectuer un nouveau test, préalable à un retour sur les terrains. Un coup de massue pour les Comores, qui pouvaient légitimement ressentir un sentiment d'injustice :

jusqu'alors, et à plusieurs reprises, ce délai était de 48 heures. D'ailleurs, dimanche, la Tunisie avait bénéficié d'un traitement plus favorable, puisque Jebali, Bronn et Kahzri avaient pu figurer sur la feuille de match face au Nigeria, malgré des contrôles positifs le 18 janvier.

Les Comores, également privées de plusieurs joueurs de champ (les milieux Nakibou Aboubakari, Yacine Bourhane, l'attaquant Mohamed M'Changama, et les défenseurs Kassim Abdallah et Alexis Souahy), allaient ensuite connaître une nouvelle « mésaventure » : sans l'escorte réglementaire, le bus comorien a été ralenti dans les embouteillages et une vidéo a circulé

sur les réseaux sociaux montrant les joueurs comoriens se préparer dans le bus.

Les Diabes rouges du Congo de 2015 se souviendront d'avoir vécu le même type d'acte anti-sportif à Bata, avant le match d'ouverture : le bus de la délégation avait été bloqué pendant 45 minutes à quelques encablures du stade.

Pas idéal pour jouer le match de sa vie, surtout pour Chaker Alhadhur, le latéral choisi pour évoluer entre les perches. Co-équipier de Bevic Moussiti Oko à l'AC Ajaccio (une seule apparition en L2 cette saison), le latéral est passé de l'anonymat à la postérité grâce à sa prestation héroïque.

Battu sur la première frappe

camerounaise (Toto Ekambi, 29e mn), où ses limites au poste ont été évidentes, Alhadhur a réalisé une double parade époustouflante face à Aboubakar et Ngamaleu à la 53e mn. Hélas pour les joueurs de l'archipel, Vincent Aboubakar allait avoir le dernier mot à la 70e mn.

Mais la qualification aura été laborieuse pour les Lions indomptables, qui ont évolué à onze contre dix depuis l'expulsion logique du capitaine Abdou pour une semelle aussi dangereuse qu'involontaire sur Ngamaleu (7e mn).

En infériorité numérique, les Coelacanthés ont été valeureux et ont permis à Onana de se mettre en valeur avec une double parade magnifique sur deux tirs successifs d'Ahmed Mogni et Youssouf M'Changama (32e mn). Puis un magnifique réflexe sur une frappe puissante de Ben El Fardou (79e). En revanche, le portier de l'Inter Milan n'a rien pu faire sur le magnifique coup-franc de Changama à la 81e mn.

Insuffisant pour gagner le match. Mais assurément, cette belle équipe des Comores a gagné les cœurs de tous les suiveurs de la compétition. Quant au Cameroun, il devra faire beaucoup mieux pour gagner « sa » Coupe d'Afrique des nations.

Camille Delourme

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

DISPARITION

La République rend un dernier hommage à Clément Mouamba

En présence des corps constitués nationaux et diplomatiques, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, s'est incliné devant la mémoire de l'ancien Premier ministre, Clément Mouamba (2016-2021) qui sera inhumé ce 26 janvier à Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou.

« Un esprit consensuel et apaisant, chantre de la non-violence, un sens du compromis qui lui fait détester les conflits et les rivalités, Clément Mouamba a servi la République jusqu'au dernier jour de sa vie », a déclaré le secrétaire permanent de la Task force des politiques économiques et sociales, Rigobert Maboundou, donnant lecture de l'oraison funèbre d'une voix chargée d'émotion. Celui-ci fut, en effet, un des étudiants de l'illustre disparu dont il a par ailleurs été directeur de cabinet à la Primature. L'ancien Premier ministre, Clément Mouamba, avait rendu l'âme le 29 octobre 2021 à Paris, en France, victime de la covid-19. La pandémie qu'il s'était pourtant engagé à combattre, quand il exerçait les fonctions de chef du gouvernement, a finalement eu raison de lui à l'âge de 78 ans. Le 25 janvier, en début de matinée, avant que la nation ne lui rende un dernier hommage, le Parti congolais du travail (PCT) lui a témoigné sa gratitude pour les services rendus à la nation dans une cérémonie solennelle présidée par le secrétaire général de ce parti, Pierre Moussa, en présence de nombreux responsables des formations politiques alliées, membres de la majorité présidentielle.



Le couple présidentiel rendant un dernier hommage à Clément Mouamba/DR

Parcours

La densité intellectuelle de l'illustre disparu a commencé à se

constituer à l'école catholique de Moussounda où il a fait ses études primaires et secondaires, avant d'accéder au lycée tech-

nique 1^{er} mai à Brazzaville. Clément Mouamba a ensuite obtenu une bourse pour la France où il a décroché un doctorat en sciences

« Un esprit consensuel et apaisant, chantre de la non-violence, un sens du compromis qui lui fait détester les conflits et les rivalités, Clément Mouamba a servi la République jusqu'au dernier jour de sa vie »

économiques. La Banque des Etats de l'Afrique centrale est l'institution au sein de laquelle il a passé nombre d'années de sa vie professionnelle.

De 1975-1979, il est conseiller économique du Premier ministre Henri Lopes ; de 1979-1983 Clément Mouamba a assumé les mêmes fonctions auprès du Premier ministre Louis Sylvain Ngoma. 1983-1992, il est conseiller économique et financier du président Denis Sassou N'Gusso. De septembre 1992 à juin 1993, Clément Mouamba a assumé les fonctions de ministre des Finances.

Sa longue carrière politique, faite de marxisme puis de social-démocratie, l'a conduit au PCT, sous le monopartisme, puis à l'Union panafricaine pour la démocratie sociale. Il est par la suite retourné au PCT, où il a été membre du bureau politique jusqu'à sa mort. Le 23 avril 2016, Clément Mouamba est nommé Premier ministre, chef du gouvernement. Le tout premier de la nouvelle République après le référendum constitutionnel de 2015.

Son inhumation à Sibiti, où il est né le 13 novembre 1943, est un choix testamentaire pour son repos éternel sur la terre de ses ancêtres.

Rominique Makaya

INSERTION PROFESSIONNELLE

Le CJID offre une seconde chance aux jeunes filles

L'ONG Club jeunesse, infrastructures et développement (CJID) a remis, le 22 janvier, à Brazzaville des diplômes de fin de formation à une vingtaine d'apprenantes en coiffure et esthétique, coupe et couture.

Au total, vingt-deux jeunes filles dont quatorze ont suivi la formation en coiffure et esthétique et huit en coupe et couture. La formation qui a duré une année a permis à chacune d'elles de sortir avec un métier en mains. S'inscrivant dans le cadre de l'insertion sociale, cette action du CJID visait à doter les apprenantes d'un métier afin d'être autonomes. Formée en coiffure et esthétique, Marie-Louange Nkouka a rassuré les responsables du CJID qu'elle leur restera reconnaissante suite à cette formation car sans eux, elle ne devrait pas avoir un métier. « J'ai appris la manucure, la pédicure, les soins de visage, les coiffes-cérémonies et les tresses. Je vais bien appliquer tout ce que j'ai appris parce que ma maîtresse m'a très bien enseignée. Aux jeunes filles qui hésitent d'apprendre des petits métiers, je leur conseille de ne pas hésiter parce que rester à la maison sans faire quelque chose n'est pas bien. Même si à



Une vue des bénéficiaires/DR

l'école cela n'a pas marché, le CJID nous donne une opportunité d'apprendre un métier. Il n'y a pas que le CJID, elles peuvent aller se faire former ailleurs afin d'avoir un métier », a-t-elle exhorté visiblement

comblé de joie. Même son de cloche du côté de Reine Kengué qui a suivi une formation en couture. « Je suis vraiment heureuse de recevoir mon diplôme aujourd'hui. J'appelle mes amies qui sont

à la maison, même celles qui n'ont pas fait de longues études, à apprendre un métier. Au lieu d'errer dans les rues, il faut apprendre un métier pour être autonome. Je vais ouvrir un atelier où je pourrai aussi

apprendre aux jeunes la couture », a-t-elle promis.

Remettant des diplômes aux bénéficiaires, le coordonnateur du CJID, Mérols Diabankana Diabs, a rappelé que son ONG ne forme pas pour le plaisir. « A tout moment que nous aurons des opportunités et du matériel, nous allons vous les remettre. Mais cela ne nous empêche pas de dire qu'au CJID on ne forme pas les enfants pour le plaisir. Nous formons les jeunes pour les insérer socialement afin qu'ils soient autonomes », a-t-il conclu.

Créé le 18 décembre 2003, le CJID est une ONG actrice du développement sociale et solidaire au profit de la jeunesse, du genre et de la promotion de la santé. Ses domaines d'intervention étant l'encadrement socio-éducatif ; la formation et l'employabilité des jeunes ; l'inclusion sociale et l'insertion ; le développement durable ; et les activités transversales.

Parfait Wilfried Douniama